

**54<sup>e</sup> session du CSW  
New York 1-12 mars 2010  
Intervention de Madame Françoise Hetto- Gaasch  
Ministre de l'Egalité des Chances  
Luxembourg**

**Concertation de l'Organisation internationale de la Francophonie**

Le discours prononcé fait foi

Dans ma qualité de ministre de l'Egalité des chances du Luxembourg, je suis particulièrement heureuse de pouvoir participer à la concertation de l'Organisation internationale de la Francophonie consacrée au suivi de la conférence de Pékin. Ayant été hôte en 2000 de la conférence « Femmes, pouvoir et développement » des Etats et gouvernements ayant le français en partage, le Luxembourg a renforcé au fil des années son engagement pour la mise en oeuvre de la plateforme d'action de Pékin et en l'occurrence de la déclaration de Luxembourg, adoptée il y a dix ans.

Nous sommes convaincus que ce n'est que par un suivi régulier que nous pouvons vérifier l'état d'avancement des stratégies politiques et de l'engagement des Etats et gouvernements en faveur d'une égalité de droit et de fait entre les femmes et les hommes.

La déclaration de Luxembourg avait pour but de garantir aux femmes une citoyenneté partagée, entière et active, privilégiant une double approche :

- le changement et l'évolution des rôles et des responsabilités des femmes et des hommes qui doivent s'accompagner de la prise de conscience de la nécessité d'un partenariat nouveau ;
- la prise en compte systématique de l'approche du genre.

Pour répondre aux engagements de la plate-forme d'action de Pékin (1995) et des documents issus de la 23<sup>e</sup> session extraordinaire de l'Assemblée générale (2000), ainsi qu'en l'occurrence de la déclaration de Luxembourg, le Gouvernement luxembourgeois s'est doté en 2006 d'une structure institutionnelle et d'un plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes ayant pour ligne directrice ces engagements.

Le programme gouvernemental de 2009 reconduit cette approche.

Concernant les mesures définies dans les 12 domaines critiques, qui constituent l'action concrète de la politique, permettez-moi de ne soulever que quelques-unes :

- La situation des personnes immigrées et des demandeurs d'asile sera analysée en profondeur afin de prévenir toute marginalisation, économique, sociale et culturelle.
- Les réformes de l'enseignement scolaire et professionnel, engagées au cours de la période législative antérieure, seront analysées quant à leur impact éventuellement différent sur l'un ou l'autre sexe et, suivant recommandation du Conseil des Droits de l'Homme, sur l'égalité des chances des personnes immigrées.
- Le personnel enseignant et les magistrats seront formés en matière d'égalité des femmes et des hommes.
- Les données clefs de l'emploi seront ventilées par sexe, afin de mieux analyser l'impact de la crise économique et financière sur les femmes et les hommes.
- Divers outils seront mis à disposition des entreprises pour surveiller, voire contrôler les grilles de salaires et éliminer les pratiques discriminatoires. L'objectif est de renforcer l'obligation d'une égalité de salaires et d'inciter les entreprises et les syndicats à une obligation de résultat.
- La loi sur la violence domestique sera complétée par l'introduction d'un ban de 100 m à l'encontre de la personne violente. De même, l'encadrement des enfants, victimes de violence domestique, devra être renforcé.
- La loi sur l'interruption volontaire de la grossesse sera

- modifiée dans le sens d'admettre une IVG pour des raisons de détresse d'ordre physique, psychique ou social.
- Le Luxembourg s'est donné en 2008 des structures de protection pour toute victime de la traite des êtres humains. Concernant la prostitution, le gouvernement dressera un état des lieux pour connaître son évolution. Il instaurera des offres d'aide aux personnes voulant quitter la prostitution.

J'aimerais mentionner le domaine de la coopération au développement comme exemple de bonne pratique, dans la mesure où la dimension du genre est prise en compte dans tous les projets de la coopération luxembourgeoise, dans le souci d'établir ou de rétablir l'équilibre entre les genres. Je profite de l'occasion pour souligner le fait que le Luxembourg investit 1 % de son revenu national brut dans l'aide publique au développement, aide qu'il entend maintenir à ce niveau malgré la crise économique et financière mondiale qui touche également notre pays.

Le gouvernement a veillé à une interdépendance du plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes avec, entre autres, le plan de développement durable et le plan pour le plein emploi.

15 ans après Pékin, le gouvernement luxembourgeois s'est donc donné une structure forte et une stratégie cohérente pour assurer la mise en œuvre des politiques d'égalité des femmes et des hommes. Un élément clé de la stratégie est la responsabilisation des hommes et des femmes à titre égal dans le changement de la société.

Il nous importait d'intégrer dans la déclaration de l'OIF un rappel de la Déclaration des Droits de l'Homme stipulant que tout être humain a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne et que toutes formes de violence exercées à l'égard

de femmes, d'hommes ou d'enfants sont à condamner. Nous sommes convaincus que les Etats et gouvernements ont une forte responsabilité concernant la promotion d'une culture d'égalité entre les êtres humains et que les systèmes d'éducation y contribuent pour une part importante. Nous plaidons pour une implication à part égale des femmes et des hommes dans le changement de société.

Ce changement ne peut se faire de façon unilatérale et isolée en aidant les femmes, en l'occurrence en combattant la violence à leur égard, mais demande une contribution et un investissement au même titre de la part des femmes et des hommes dans l'ensemble des autres domaines politiques.

J'espère que la concertation, tout comme l'échange d'expérience et de méthode qui se font dans ce cadre puissent servir tous les Etats et gouvernements dans l'accomplissement de leur engagement en faveur de l'égalité de droit et de fait des femmes et des hommes.

Notre objectif commun reste l'égalité de droit et de fait des femmes et des hommes.